

**Décision n° 2012-0192**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 7 février 2012**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société Veonet**  
**(numéros de la forme 09 7B PQ MC DU)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Veonet (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 09-0753 en date du 20 mars 2009) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1086 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 ouvrant la tranche de numéros 09 7B PQ MC DU à l'attribution ;

Vu les demandes de la société Veonet en date des 27 et 31 janvier 2012, reçues les 30 et 31 janvier 2012, sollicitant l'attribution 30 000 numéros non géographiques ;

Vu la réponse de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 31 janvier 2012 ;

Pour les motifs suivants : la présente décision s'inscrit dans le cadre défini par la décision n° 05-1085 en date du 15 décembre 2005, qui dédie la tranche commençant par 09 aux numéros non géographiques des services de communications interpersonnelles. Cette décision ne préjuge pas des prérogatives de l'Autorité au titre de ses compétences définies par le code des postes et des communications électroniques dans sa section "Dispositions relatives aux opérateurs exerçant une influence significative sur un marché du secteur des communications électroniques" (articles L. 37-1 à L. 38-4).

Après en avoir délibéré le 7 février 2012 ;

.../...

**Décide :**

**Article 1** – Les numéros de la forme indiquée ci-dessous :

Numéros de la forme
09 74 00 MC DU
09 74 10 MC DU
09 74 11 MC DU

sont attribués, jusqu'au 7 février 2032, à la société Veonet (Siren : 510 907 645) pour la fourniture d'un service de communications interpersonnelles pour ses usagers en France métropolitaine.

**Article 2** - La société Veonet acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société Veonet adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

**Article 5** - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Veonet.

Fait à Paris, le 7 février 2012

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI